

Marches et sit-in dans le calme

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4712 - Ven. 22 - Sam. 23 février 2019 - Prix : 10 DA

Air Algérie

**55% de réduction
sur tous les vols
vers l'étranger**

Page 24

Ould Kaddour à l'inauguration de la raffinerie de Sidi R'zine

«L'Algérie n'importera plus d'essence à partir du second semestre»

Page 3

Le fol espoir des islamistes

Par Mohamed Habili

Les chefs de partis et personnalités de l'opposition qui se sont réunis mercredi dernier, tout près donc du vendredi, n'avaient évidemment pas l'intention de désigner dès ce moment l'un des leurs comme leur candidat consensuel, mais pour chacun d'eux de prendre la mesure de la détermination des autres à faire front contre la candidature de Abdelaziz Bouteflika. Le vendredi d'après ayant été fixé, on ne sait par qui, comme premier acte de la protestation anti-Bouteflika, censée partir des mosquées au sortir de la prière, on comprend aussi qu'ils aient tous trouvé opportun de prendre prétexte de cette occasion pour affirmer leur soutien à ce projet de mouvement. Ainsi seraient-ils en droit non seulement de s'en réclamer, mais d'en revendiquer la paternité avec quelque vraisemblance. A l'heure de l'Internet et de ses réseaux, les partis n'appellent à rien. Ils attendent que des anonymes provoquent une étincelle, ou même seulement les prémices d'une étincelle, avant qu'eux-mêmes ne se mettent à souffler dessus pour en faire un bon feu à même de prendre puis de se répandre partout. Dans les locaux du parti de Abdellah Djaballah étaient présents, en dehors de Ali Benflis, des islamistes pur jus. Ni le FFS, ni le RCD, ni le PT n'ont cru devoir y prendre part, bien que leur rejet de la candidature Bouteflika ne soit pas moins radical que le leur.

Suite en page 3

Réunion des directeurs de campagne du candidat Bouteflika

Sellal appelle à «éviter les polémiques»



PH/D. R.

Le directeur de campagne du candidat Abdelaziz Bouteflika, Abdelmalek Sellal, qui a réuni, jeudi à Sidi Fredj, les responsables de la campagne du candidat au niveau des wilayas, a appelé les partisans du président à se montrer «respectueux» et estime que «les polémiques ne sont pas dans l'intérêt de l'Algérien, ni du candidat Bouteflika». Lire page 2

Internet

Les réseaux sociaux, un terrain propice pour la pratique politique

Page 4

Colloque international Benhadouga

Appel à davantage d'ouverture sur le roman des jeunes auteurs

Page 13

Réunion des directeurs de campagne du candidat Bouteflika

Sellal appelle à «éviter les polémiques»

■ Le directeur de campagne du candidat Abdelaziz Bouteflika, Abdelmalek Sellal, qui a réuni, jeudi à Sidi Fredj, les responsables de la campagne du candidat au niveau des wilayas, a appelé les partisans du président à se montrer «respectueux» et estime que «les polémiques ne sont pas dans l'intérêt de l'Algérien, ni du candidat Bouteflika».

Par Louiza Ait Ramdane

Évoquant les autres candidats à la présidentielle, Abdelmalek Sellal a souligné la nécessité de

Centre d'échange de programmes télévisuels et radiophoniques de l'ASBU et de l'UAR
Djamel Kaouane procède à la pose de la première pierre

LE MINISTRE de la Communication, Djamel Kaouane, a procédé, jeudi au téléport de Bouchaoui (Alger), à la pose de la première pierre de l'édifice devant abriter le centre d'échange de nouvelles et de programmes télévisuels et radiophoniques de l'Arab States Broadcasting Union (ASBU) et de l'Union africaine de radiodiffusion (UAR). Ce centre permettra une amélioration des échanges de contenus audiovisuels entre les télévisions et les radios arabes et africaines, ainsi qu'avec les médias européens et asiatiques et ce, grâce à la diversité et à la richesse des programmes ainsi mutualisés par les Etats membres des deux Unions. La cérémonie s'est déroulée en présence des directeurs généraux de l'ASBU et de l'UAR, des représentants d'organisations professionnelles internationales, telles que l'Union européenne de Radio-télévision (UER), l'Asied-Pacific Broadcasting Union (ABU) et la Conférence permanente de l'audiovisuel méditerranéen (COPEAM), ainsi que des directeurs généraux de TDA, de la Radio et de la Télévision nationales. Ont assisté également à ce rendez-vous, des cadres techniques des radios et télévisions africaines en formation au niveau de la TDA, originaires d'Angola, Nigeria, Tanzanie, Cameroun, Mozambique, Botswana, Eswatini (ex-Swaziland) et Zambie. Cet événement marque, selon le ministère de la Communication, «la détermination de l'Algérie à honorer ses engagements vis-à-vis de ses partenaires arabes et africains, suite aux instructions du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, pour faire de l'Algérie, à travers ce centre, le pivot d'une coopération médiatique panarabe et panafricaine de portée internationale».

R. N.

«traiter tout le monde avec le plus grand respect», assurant que «nous n'avons exercé de pression sur personne pour signer». Il a souligné, en outre, l'impératif d'éviter de verser dans la polémique qui ne sert pas le pays, à faire preuve de sincérité et à s'en tenir aux lois de la République. «Je voudrais vous demander de vous comporter avec tout le monde avec respect, car notre candidat est respectable et respectueux. On ne doit pas se laisser aller à des polémiques qui ne servent ni le pays ni notre candidat, notre éducation ne nous permet pas de baisser le niveau. Les représentants de notre candidature doivent être irréprochables, on doit mener cette campagne avec sincérité, moralité et respect des lois de l'État algérien», a affirmé M. Sellal.

Le nombre de signatures en faveur de Bouteflika a dépassé toutes les prévisions

M. Sellal s'est dit particulièrement satisfait du déroulement de l'opération de collecte de signatures. Il a déclaré que «le nombre de signatures en faveur de Bouteflika a dépassé toutes les prévisions, beaucoup plus qu'en 2014». «Vous ne pouvez pas imaginer l'engouement des Algériennes et des Algériens de toutes les franges pour donner leur signature à notre candidat. Les quatre partis de l'Alliance, une vingtaine d'autres partis, la majorité des organisations se sont tous engagés. Nous avons déjà collecté plus de signatures qu'en 2014. On n'a obligé per-



Ph/E. Soraya/J. A.

sonne à signer», a-t-il déclaré. Pour Sellal, ces signatures «témoignent d'une très large adhésion aux candidatures du Président Bouteflika».

Sellal évoque le rêve de Bouteflika

Sellal s'est également adressé aux présents en évoquant les projets futurs de Bouteflika et a affirmé que le président sortant «va réaliser son rêve». «Le candidat va concrétiser son rêve. Et comme l'a dit l'américain (le pré-

sident Barack Obama), "Yes, we can !"». «Nous en sommes capables et nous sommes prêts à marcher à ses côtés parce qu'il est en mesure de porter cette responsabilité», a affirmé Sellal.

Il a notamment déclaré que les réformes sont «inévitables». «On ne peut pas continuer sans réformes politiques et économiques. On doit répondre aux aspirations de la nouvelle génération, instruite et imprégnée de la mondialisation et du numérique. Il faut un saut qualitatif dans tous les secteurs», a ajouté

Abdelmalek Sellal. Il a, en outre, fait part de son «optimisme», malgré la sensibilité de la conjoncture. «Nous sommes optimistes, car nous savons que vous serez à la hauteur. Le pays traverse une conjoncture historique difficile, mais qui demeure entre nos mains», a-t-il assuré. Il a déclaré que «dans sa lettre-programme, le président a laissé les réformes ouvertes à l'enrichissement de toutes les franges de la société. La conférence nationale sera ouverte à tous», a-t-il ajouté. L. A. R.

Manifestations dans plusieurs wilayas Marches et sit-in dans le calme

Il n'étaient pas des centaines de milliers comme attendu, mais elle était compacte la foule de citoyens à battre le pavé des rues d'Alger, sachant que le chiffre compte moins que l'intensité de la colère exprimée. Même s'ils n'avaient été que quelques dizaines, voire une poignée à scander des slogans, et ce n'est pas un hasard si le gros des troupes manifestantes s'est dirigé vers le Palais du gouvernement, il faut savoir écouter le message des foules. Bien entendu, aucun pays au monde, fût-il le plus démocratique, ne se laisserait submerger par la rue et lui laisserait la force de décider du sort de la majorité souveraine. C'est justement parce qu'un pays est régi par la démocratie qu'il ne peut se permettre de piétiner ses institutions élues. Les manifestants, à côté des mots d'ordre contre le cinquième mandat, ce qui était la raison même de la marche et de la démarche, ont aussi lancé des slogans anti-exécutif visant le Premier ministre, à coups de



Ph/E. Soraya/J. A.

«Ouyahia dégage !». Par ce cri du cœur et de colère, ils s'élèvent contre le mépris d'une partie des gouvernants, qui foulent aux pieds leurs revendications sociales et politiques. Hier, du moins pour les nombreux citoyens ayant investi les rues de la capitale, la foule a fait montre d'une grande maturité citoyenne en évitant toute dérive de casse ou d'agression, envers les biens

publics comme envers les personnes. De leur côté, les forces de l'ordre ont su assumer leur mission avec doigté, ne confondant à aucun moment l'empêchement avec la répression ni la fermeté avec la violence autoritaire. Une telle marche pacifique ne devrait pas être rangée dans les annales d'une routine défouloire pour les uns et de l'auto-satisfecit sur l'absence de

dérives pour les autres. Le devoir est d'en tirer des leçons, devant toutes converger sur une seul vecteur, d'où partiraient, sinon toutes, du moins une grande partie des solutions aux problèmes auxquels sont confrontés le citoyen et le pays : l'écoute. C'est par cette capacité d'entendre ce qui émane de la population et non en campant sur la position de la sourde oreille que pourraient s'ouvrir les fenêtres de renouveau politique, avec la clarté et le climat de sérénité tant attendus.

Si les gouvernants s'obstinent à tourner le dos aux cris de colère de la population, celle-ci, quelles que soient les interdictions, voire les menaces de répression, se fera fort de se rappeler au bon souvenir du pouvoir, par des marches comme celle d'hier. En cas de refus d'élévation à l'esprit de dialogue de la part des gouvernants, il n'est pas certain qu'elles se dérouleront toutes dans la même atmosphère de calme que celle d'hier... **Nadjib Stambouli**

Ould Kaddour à l'inauguration de la raffinerie de Sidi-R'zine

«L'Algérie n'importera plus d'essence à partir du second semestre»

■ Avec sa réception avant-hier, la raffinerie d'Alger a enfin connu son épilogue après un long retard. Le P-DG de Sonatrach, Abdelmoumen Ould Kaddour, qui n'a pas caché sa «fierté d'avoir réalisé ce projet dans un délai record», reconnaît que cette installation a mis beaucoup de temps à se concrétiser. «Aujourd'hui, c'est une nouvelle raffinerie que nous avons, pas seulement une unité de revamping», dira-t-il dans son allocution lors de l'inauguration de la raffinerie de Sidi-R'zine.



Par Par Lynda Naili

«**N**ous sommes très fiers d'avoir réalisé ce projet dans un délai record et dans le respect des délais et des coûts. C'est un exemple à prendre pour les autres projets dans la mesure où nous en réalisons beaucoup certes, mais nous perdons beaucoup d'argent et de temps pour les concrétiser aussi», a-t-il déclaré. C'est pourquoi, enchaînera-t-il, «ce projet, nous a appris la rigueur pour le respect de la qualité, des délais et des coûts», faisant qu'il constitue un «acquis énorme, un pas de plus qui nous permettra de nous projeter dans l'avenir avec la même rigueur». Laquelle rigueur, ajoutera-t-il, est «un critère nécessaire au déve-

loppement économique du pays». En outre, rappelant que l'Algérie importe pour plus de 2 milliards de dollars en produits raffinés, il affirmera que «cette tendance va de plus en plus diminuer d'ici l'année 2020, où nous serons capables d'exporter». Arguments à l'appui, Abdelmoumen Ould Kaddour réaffirmera l'objectif que s'est assigné la Sonatrach pour asseoir une véritable industrie pétrochimique à travers, d'une part, un programme de réhabilitation des raffineries du Nord, à savoir celle d'Alger, d'Arzew et de Skikda, la création de nouvelles autres, en l'occurrence celles de Hassi Messaoud et de Batna, sans oublier le contrat avec Total pour le mégacomplexe de polypropylène à Arzew (STEP) et, d'autre part, à travers

une externalisation de son activité de raffinage notamment par le rachat de la raffinerie d'Augusta l'année dernière ainsi que sa future usine de pétrochimie en Turquie dont les «discussions sont en bonne finalisation». Faisant que le cumul de production de ces raffineries viendra couvrir les besoins du pays en produits raffinés intervenant dans diverses industries ainsi que ceux en matière de carburants (gasoil et essences), et l'excédent sera destiné à l'export. Des exportations qui seront d'autant plus confortées en ce sens où désormais l'ensemble de l'outil de production du groupe national pétro-gazier sera adapté aux normes européennes de consommation (Euro V) et aux normes de sécurité industrielle et environnementale. D'ici à 2021, si Sonatrach arrive à exporter, «on gagnera deux batailles : celle d'arrêter l'importation des produits raffinés et la deuxième est de récupérer l'argent des ventes de ces produits», soutiendra Ould Kaddour.

Offshore et stabilisation du personnel avant la fin de l'année

A cela, le P-DG de Sonatrach évoquera également l'ouverture du chantier pour l'offshore avec Total et ENI, pour lequel les études s'annoncent «très intéressantes» et «très prometteuses». «Les opérations de forage débuteront avant la fin de l'année en cours», annoncera-t-il. S'agissant de l'exploitation des énergies non conventionnelles (le gaz de schiste), il dira que «tôt ou tard», elles seront mises

en production. Ceci, outre le recours à l'énergie solaire, et ce, dans le cadre de la nouvelle approche économique du pays de développer les énergies renouvelables propres. A cet aspect économique du groupe Sonatrach se développe également en parallèle celui relatif à aux ressources humaines, ajoutera Abdelmoumen Ould Kaddour qui dit espérer qu'«avant la fin de l'année trouver, avec ses partenaires sociaux, le syndicat d'entreprise et la Fédération nationale des travailleurs du pétrole, du gaz et de la chimie, les solutions aux problèmes des travailleurs, notamment celui de stabiliser le personnel».

Résorber le déficit en essence estimé à 1,4 million de tonnes

Pour sa part, Ahmed Mazighi, vice-président de l'activité commercialisation à Sonatrach, expliquera dans son intervention que d'un coût d'investissement de 1,5 milliard de dollars, cette nouvelle raffinerie permettra d'augmenter les capacités de production de carburant de 3,6 millions de tonnes à 5,4 millions de tonnes par an. Elle permettra ainsi à partir du 2e semestre 2019 de résorber quasiment le déficit en essence, estimé à 1,4 million de tonnes. «L'Algérie n'importera plus d'essence à partir du second semestre 2019». Par ailleurs, relatant la genèse de la réhabilitation de la raffinerie d'Alger, le vice-président de l'activité commercialisation à Sonatrach a rappelé que dans un premier temps le français Technip avait remporté, en décembre 2010, le contrat pour la réhabilitation de la raffinerie de Sidi-R'zine. D'une durée de 38 mois et d'un montant d'environ 963 millions de dollars hors taxes, ce contrat prévoyait que le groupe français réhabilite en partie l'installation pour augmenter de 35% sa capacité de production et lui permettre de produire des carburants aux normes internationales. Sauf que Sonatrach avait résilié en juin 2015 avec Technip pour «manquement et non-respect des engagements pris». Puis, suite à une nouvelle consultation, Sonatrach, en 2016, avait attribué le projet au groupe China Petroleum Engineering and Construction (CPECC), dont le contrat est estimé à 45 milliards de dinars qui, lui, a honoré ses engagements.

L. N.

LA QUESTION DU JOUR

Le fol espoir des islamistes

Suite de la page une

Dans le nombre, le seul qui semble détonner quelque peu, c'est Benflis, pour des raisons purement idéologiques d'ailleurs. Il était en tout cas le seul à donner un cachet pluraliste à une concertation entre gens du même bord. Sans lui essentiellement, les autres non-islamistes faisant tapisserie, on n'aurait vu que des barbus autour de la table, encore qu'ils ne le soient pas tous physiquement parlant. Une seule couleur politique, un même drapeau décliné sous plusieurs formes, et pas n'importe lequel, de nos jours le moins facile à arborer, ç'aurait été tout à fait contre-productif. Autant dire un cadeau fait d'avance au président sortant. Mais avec Benflis apportant sa caution non islamiste à un projet d'explosion purement islamiste, ce qui n'est qu'une veillée d'armes propre à une famille politique, a pu se transfigurer quelque peu. Demain si la protestation à la sortie des mosquées s'est installée, il sera le dernier à en tirer bénéfice. En clair, ce ne sera pas lui qui serait désigné comme le candidat consensuel si les événements prenaient la tournure voulue. Mais un membre de la famille, quelque Mohamed Morsi algérien, qui pourrait très bien revêtir, par exemple, les traits d'un Abderrazak Makri. Ou d'un Ali Benhadj, qui sûrement n'attend que son heure pour revenir sur le devant de la scène et damer le pion à ses pairs. Si les islamistes sont encore capables de démonter la rue avant de la chevaucher, pourquoi porteraient-ils ensuite sur le pavoi quel qu'un d'autre, au motif étrange qu'il serait plus présentable, n'étant pas des leurs. Il faut avoir perdu le sens commun pour le croire. Ali Benflis a une vocation présidentielle dévorante, à la satisfaction de laquelle il a déjà beaucoup fait. Pour lui, s'il n'est pas devenu président, c'est juste parce que Bouteflika n'a pas voulu libérer la place. Eu égard à son âge, pour lui c'est le moment ou jamais. Il doit sûrement se tromper, son destin ne relevant pas de Bouteflika, en tout cas pas de lui seul. Par ailleurs, c'est faire un faux calcul que de parier sur les islamistes, qui ont partout perdu, et en tout premier lieu dans le pays même, pour le déclenchement à contretemps d'un «printemps algérien». L'Algérie est le dernier pays où pareil développement est possible. Il ne l'a pas été quand le soi-disant Printemps arabe battait son plein, et il le serait aujourd'hui ? Seulement parce que Bouteflika se représente pour la cinquième fois malgré son état de santé ? Les chances de ce scénario sont quasi nulles. **M. H**

Changement des cadres dirigeants de Sonatrach Abdelmoumen Ould Kaddour : les rumeurs «ne sont que spéculations»

Interrogé sur les derniers changements opérés au sein des cadres dirigeants du groupe, Ould Kaddour dira que «les spéculations sur cette question n'ont aucun sens». Je ne vois pas en quoi, cela crée un problème». «Sonatrach qui emploie plus de 200 000 employés est vivante». «Depuis mon arrivée à Sonatrach et depuis que je connais Sonatrach, jamais il n'y a eu un changement dans l'organisation de l'amont ou dans les autres activités». Plus explicitement, il dira quoi de plus normal que de «prendre le vice-président actuel» de l'exploration et de la production, en l'occurrence Salah Mekmouche, «et de le nommer à mon niveau conseiller et de désigner un autre à sa place, de remplacer les directeurs régionaux qui partent en retraite et les remplacer par des jeunes». «Finalement, dira-t-il, je pense que la presse ne sert qu'à amplifier des choses tout à fait normales dans la vie d'une entreprise». Et pour cause, poursuivra-t-il, «l'entreprise qui ne bouge pas, qui ne se transforme pas meurt et moi je ne veux pas que Sonatrach meure. Quand je partirai, je veux laisser derrière moi une entreprise forte et vivante».

L. N.

Internet

Les réseaux sociaux, un terrain propice pour la pratique politique

■ Les réseaux sociaux sont devenus, en l'espace de quelques années, une source d'information incontournable pour bon nombre d'Algériens, mais aussi un « terrain propice » pour la pratique politique et un moyen facile de « désinformation et d'intox » au sein de la société, ont estimé des spécialistes.

Par Halim Y.

En effet, Facebook, Twitter, Google+ et autre Instagram sont des réseaux sociaux qui se sont imposés comme des sources d'informations de « proximité » et d'« instantanéité » dans le pays, notamment depuis le lancement du très haut débit mobile 3G et 4G ces cinq dernières années, ayant permis de « démocratiser » l'internet, multipliant le nombre d'abonnés pour dépasser les 34,5 millions (données de l'ARPCE pour le téléphone fixe et mobile en 2017). Le très haut débit mobile a, ainsi, boosté l'acquisition de smartphones, qui permettent d'avoir un accès rapide à l'information acheminée par les flux des réseaux sociaux, via des alertes et notifications, au détriment des médias classiques qui ont du mal à se positionner dans cet espace web où sont diffusées toutes sortes d'information difficilement vérifiables. « De plus en plus d'Algériens, notamment les jeunes, utilisent les réseaux sociaux comme Facebook (plus de 17 millions en 2017 selon les chiffres de Facebook) ou Twitter pour se tenir informés, notamment de l'actualité. Néanmoins, ces plateformes web sont particulièrement propices à la diffusion de fausses informations ou fake news (rumeurs, désinformations, etc.) avec une facilité déconcertante de partage, les rendant ainsi impossible à maîtriser », explique à l'APS Abderrafiq Khelifa, spécialiste dans le domaine des TIC. Toutefois, si la prolifération de fausses nouvelles sur les plateformes web est quelquefois due à des erreurs ou incompréhensions, elle est aussi souvent diffusée intentionnellement afin de nuire à autrui, à des institutions ou tout simplement de faire le buzz. En effet, des dizaines voire des centaines d'informations invérifiables, parfois portant atteinte à des personnes, entreprises ou institutions publiques, sont diffusées anonymement et relayées ou partagées par des internautes notamment via Facebook, qui, malgré son règlement qui interdit les déclarations haineuses, menaces crédibles ou attaques directes à un individu ou un groupe, ainsi que les faux profils ou impostures, n'a aucune obligation de transparence et d'objectivité. Derniers en date, des messages attribués à la Sûreté nationale faisant l'apologie de slogans tendancieux ont été largement diffusés sur les réseaux sociaux.

Le gouvernement s'est également insurgé contre l'utilisation des réseaux sociaux pour amplifier le phénomène de la hargha (migration clandestine). Le



P.D.R.

rencontre gouvernement-walis tenue en novembre dernier, l'impératif d'adapter la communication institutionnelle à l'ère des réseaux sociaux, afin de mettre en avant les efforts et les réalisations du gouvernement, tout en les exhortant à « ne pas laisser le terrain à la rumeur et, parfois même, à la manœuvre subversive ».

Les partis politiques s'approprient les réseaux sociaux

Mais pour les partis politiques, qui ont compris l'importance de ces outils pour mobiliser le maximum de militants et citoyens notamment en prévision de l'élection présidentielle d'avril prochain, les réseaux sociaux constituent une véritable opportunité et un espace de proximité pour poster leurs discours, programmes politiques et activités du parti. La majeure partie des formations politiques s'est, en effet, appropriée ces outils, qu'elle considère comme source de communication et d'information, au même titre que les médias lourds (TV et journaux). Ces partis politiques s'inquiètent désormais tout autant du nombre de participants à un meeting que du nombre de visites de la page Facebook de leur candidat. Plusieurs partis ont ainsi tenu à marquer leur présence virtuelle sur les réseaux sociaux en particulier Facebook, à travers la publication de meetings populaires et autres agendas politiques, illustrés de photos et spots vidéo. Des spécialistes dans les TIC estiment qu'avec Internet, les réseaux sociaux sont devenus un terrain propice à la pratique politique, offrant aux partis « plus de liberté d'expression ». Selon eux, les plateformes, telles que Facebook et Twitter, permettent de toucher le grand public et de gagner plus de sympathisants, mais parfois ces mêmes réseaux deviennent des armes à double tranchant.

H. Y./APS

ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, a indiqué que « ces moyens de communication influencent considérablement les jeunes Algériens, à travers de fausses histoires d'espoir, et ce, en plus de l'impact des chansons à caractère incitatif, et dont le contenu est fortement dégradant (...) ».

Des campagnes de désinformation pour électriser le débat

En outre, les réseaux sociaux sont devenus un espace « anonyme » où sont relayées, via des comptes suspects, des campagnes de désinformation systé-

matiques visant à « électriser » le débat, notamment à la veille d'élections locales, législatives ou présidentielles. Les comptes anonymes, généralement illustrés d'images et vidéos violentes, relayant de fausses informations, sont largement diffusés sur le Net via Facebook notamment. En Algérie, on observe également ce phénomène de comptes anonymes qui relaient les « fake news » concernant les événements en cours dans le pays, notamment dans le sillage de la présidentielle d'avril prochain. De fausses informations ont circulé cette semaine, faisant état de l'agression de responsables

de formations politiques, en l'occurrence les présidents de TAJ, Amar Ghoul, et du MPA, Amara Benyounes, lors de soi-disant meetings en France en soutien au candidat à la présidentielle, Abdelaziz Bouteflika. Ces informations ont été vite démenties par le MPA et TAJ.

Face à cette situation, le gouvernement algérien n'a pas tardé à réagir en estimant, d'emblée, que le citoyen est devenu une proie facile aux rumeurs colportées sur les réseaux sociaux, « ce qui pourrait porter atteinte à la stabilité du pays ».

Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, a souligné, lors de la

Salon de l'étudiant et des nouvelles perspectives à Ouargla Grande affluence du public au « Khotwa »

Une grande affluence du public, en particulier des jeunes et des étudiants, a été enregistrée à la 7^e édition du Salon de l'étudiant et des nouvelles perspectives « Khotwa », à l'occasion de son escale jeudi à l'Université Kasdi-Merbah de Ouargla (UKMO). Cette manifestation juvénile, qu'a abritée le pôle N-3 à l'UKMO, en présence d'une cinquantaine d'exposants, dont des instituts et des écoles supérieures de formation, en plus de clubs universitaires, s'est déroulée sous forme d'ateliers autour de différents sujets, tels que le management, la gestion de projets associatifs, l'extraction et l'industrie, le « job search » et les « startup ».

Elle a pour objectif d'offrir aux visiteurs, surtout les étudiants, un espace d'information et de découverte sur les choix d'études, les formations, et les opportunités à saisir pour bâtir un avenir prometteur, tout en les orientant efficacement avec un éclairage pertinent sur leurs plans de carrière et leurs projets futurs, selon les organisateurs. Un riche programme d'activités a accompagné le salon avec des mini-formations et des coachings offerts à titre gracieux au public, ainsi qu'une série de conférences sur diverses thématiques. Il s'agit de « Comment éviter les commentaires négatifs », « Comment apprendre à se connaître et construire sa carrière »,

« Utilisation des réseaux sociaux pour avoir un impact sur la société, les expériences et les études au Canada », a-t-on signalé. Organisé par « Win adverts Agency » (jeune startup de conseil en stratégie de communication et d'événementiel), en coordination avec plusieurs clubs universitaires, le Salon de l'étudiant et des nouvelles perspectives « Khotwa », qui a été lancé le 19 février au Zénith Ahmed Bey (Constantine) est arrivé à l'UKMO avant de s'installer au Palais de la culture Moufidi-Zakaria (Alger) les 23 et 24 février, et poursuivra ses activités les 26 et 27 du mois courant au Centre de conventions d'Oran.

L. Y.

Le Conseil national interprofessionnel de la filière maraîchère installé

■ Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazgui, a présidé jeudi à Mostaganem, l'installation du Conseil national interprofessionnel de la filière maraîchère.

Par Amel B.

Lors de la cérémonie d'installation, M. Bouazgui a indiqué que la structuration du secteur agricole a permis, à ce jour, d'installer 572 conseils de wilayas interprofessionnels de différentes filières agricoles, signalant que son département ministériel a procédé à l'installation de 20 conseils nationaux interprofessionnels de l'agriculture. « Cette opération intervient suite aux instructions du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, qui avait affirmé lors des assises nationales sur l'agriculture, que le secteur a besoin de structuration et d'organisation qui permettent la modernisation de l'agriculture et sa promotion en tant qu'alternative aux hydro-



Ph.D.R.

carbures», a souligné le ministre, soutenant que la structuration de l'agriculture permettra la création d'un cadre propice pour améliorer la production. Abdelkader Bouazgui a exhorté le conseil national interprofessionnel de la filière maraîchère à s'engager à cesser l'importation des semences dans les délais impartis afin de maîtriser le produit dans tout le processus technique, à augmenter les opérations d'exportation et à dévelop-

per les industries agroalimentaires et de transformation.

La valeur de la production agricole a atteint 3 000 milliards DA en 2018

« Nous importons 25% (entre 115 000 et 120 000 tonnes) de nos besoins nationaux en semences de pomme de terre et nous comptons mettre fin à l'importation de ces semences dans

trois ans et en finir aussi avec l'importation des semences d'autres produits maraîchers », a-t-il déclaré dans ce sens. Pour sa part, le président du conseil national interprofessionnel de la filière maraîchère, Bachir Naga Abdelkader, a affirmé que cet organisme constituera un espace de concertation et de dialogue entre différents intervenants, déclarant : « Nous nous engageons d'accompagner les producteurs et prendre en char-

ge leurs préoccupations ». M. Bachir Naga a souligné que le Conseil œuvrera à développer cette filière en augmentant la superficie agricole, adoptant les techniques modernes, développant les industries de transformation, améliorant la qualité du produit, l'adaptant aux normes et l'orientant vers les marchés étrangers. Ce conseil aura un rôle de créer un espace d'information et de concertation avec les pouvoirs publics par la revue « Khouadraouate bladi » (Maraîchers de mon pays) dont le premier numéro a été publié, ainsi que des espaces électroniques qui renforceront la communication et une banque de données nationale sur le maraîchage. Lors de la cérémonie d'installation, une convention de coopération a été signée entre le conseil national interprofessionnel de la filière maraîchère et la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA).

A. B./ APS

10^e session de la Commission mixte

Raouia copréside les travaux au Koweït

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouia, a coprésidé avec son homologue koweïtien, Falah Moubarak Al Hadjraf, les travaux de la 10^{ème} session de la Commission mixte algéro-koweïtienne, tenus du 19 au 21 février 2019 au Koweït, a indiqué jeudi le ministre dans un communiqué. Les travaux de cette Commission mixte qui ont concerné la coopération dans divers secteurs se sont traduits par la finalisation des discussions de plusieurs textes juridiques et l'examen des perspectives de développement d'actions d'investissement et de partenariat, ainsi que le renforcement des relations économiques entre les deux pays, a précisé la même source. A cet effet, la cérémonie de clôture de cette session, tenue jeudi, a permis aux deux ministres de « réaffirmer la volonté des deux pays de consolider les relations de coopération bilatérale et de les hisser au niveau de l'excellence des relations politiques qui lient les deux pays frères », a-t-on souligné. Les

deux ministres ont également procédé à la signature du procès-verbal de cette session, dans lequel sont consignées les actions de coopération multisectorielle convenues entre les deux parties et les recommandations prises pour leur mise en œuvre. Le cadre juridique régissant la coopération bilatérale a été également enrichi par la signature par les deux ministres de plusieurs documents, tels un mémorandum d'entente de coopération dans le domaine des infrastructures de base, un programme exécutif de coopération dans le domaine du tourisme, pour la période 2019-2021, ainsi qu'un programme exécutif de coopération dans le domaine de la culture, pour la période 2019-2021. Pour sa part, le directeur général de la Société de gestion de la bourse des valeurs (SGBV) a de son côté signé avec son homologue koweïtien, un mémorandum d'entente de coopération dans le domaine de la bourse. Par ailleurs, il a été décidé de programmer avant la fin de

l'année en cours, les Comités mixtes sectoriels dans les domaines de l'énergie, de la santé, de l'agriculture et des ressources en eau, permettant d'impulser les relations dans les différents secteurs d'activité. Il a été également décidé de réactiver le Comité mixte chargé du dossier de l'investissement qui constitue le cadre approprié pour examiner les opportunités d'investissement et de partenariat à réaliser entre les hommes d'affaires des deux pays et de les accompagner pour la réalisation effective des projets qui seront convenus. En outre, lors de sa visite de travail au Koweït, M. Raouia a été reçu par le premier vice-président de la Chambre de commerce et d'industrie, Abdelouahab Mohamed Al Ouazzane, ainsi que par le directeur exécutif de Kuwait Investment Authority, Jaber Al Adjil. M. Raouia a également accordé une interview à la télévision koweïtienne.

T. Y.

Prix

Le pétrole rebondit à Londres à plus 67 dollars

Les prix du pétrole remontaient hier en cours d'échanges européens alors que le marché peinait à trouver un équilibre entre une production américaine à des niveaux record et les efforts de limitation des extractions de l'Opep. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril valait vers midi 67,49 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 42 cents par rapport à la clôture de

jeudi et à son plus haut niveau en plus de trois mois. A New York, le baril américain de WTI pour la même échéance gagnait 30 cents à 57,26 dollars. Les Etats-Unis ont atteint un nouveau record de production, à 12 millions de barils par jour (mbj), selon les données hebdomadaires de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA). Selon les analystes, les prix n'ont que modérément réagi jeudi et restaient en nette hausse

sur la semaine. En effet, ce niveau de production était attendu, puisque l'EIA prévoyait même dans son rapport mensuel une production moyenne de 12,1 mbj pour février, ont-ils ajouté. Malgré le bond de l'offre aux Etats-Unis, les baisses de production volontaires et involontaires de l'Opep vont limiter la baisse des prix à court terme, ont-ils estimé. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses partenaires, dont

la Russie, se sont engagés à limiter leurs extractions depuis début janvier. L'Arabie saoudite, premier exportateur mondial, produit nettement en deçà des niveaux convenus début décembre et a obtenu récemment des promesses des participants à l'accord qui ne l'ont pas respecté en janvier. En outre, le Venezuela et l'Iran voient leurs extractions limitées par les sanctions que Washington leur impose.

Agences

Japon L'inflation s'établit à 0,8% en janvier

LES PRIX à la consommation au Japon (hors ceux des produits frais) ont progressé de 0,8% en janvier sur un an, une légère accélération par rapport à décembre, selon les données publiées vendredi par le gouvernement japonais. Ces données confirment que la hausse des coûts de l'énergie est en partie responsable de cette progression, car si on l'exclut en plus des produits frais, l'inflation en janvier n'est plus que de 0,4%. Tout prix confondus, elle est encore plus faible : +0,2%. L'inflation (hors prix des produits frais) avait connu une accélération au printemps 2018, mais elle a ralenti ensuite et les signaux de remontée sont faibles. Elle est de facto encore très loin d'atteindre la cible visée conjointement par la Banque du Japon et le gouvernement depuis début 2013, à savoir 2% (hors produits frais). Une des principales causes de ce peu d'entrain est le fossé entre une offre très abondante et une demande qui n'atteint pas le niveau suffisant pour que les commerçants et fabricants aient l'audace d'augmenter les prix sans craindre une fuite des clients. Ces derniers sont d'autant plus précautionneux que le Japon se prépare en outre à augmenter sa taxe sur la consommation de 8% actuellement à 10% en octobre prochain. La précédente mesure de ce type, en avril 2014, avait plongé la troisième économie mondiale dans la récession.

R. E.

Béjaïa

5 milliards de dinars pour la viabilisation du nouveau pôle urbain d'Ighzer Azarif

■ Le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a mobilisé une enveloppe de cinq milliards de dinars destinée à prendre en charge la viabilisation du nouveau pôle urbain d'Ighzer Azarif, situé dans la circonscription de Oued Ghir, à 12 km à l'ouest de Béjaïa, a annoncé jeudi à Béjaïa le premier responsable du secteur, Abdelwahid Temmar.

Par Anissa H.

Le site qui s'étale sur 250 hectares, accueille un gigantesque chantier, pour l'implantation de plus de 16 000 logements dont 6 000 déjà achevés, s'affiche d'ores et déjà comme une nouvelle ville et une extension naturelle à la ville de Béjaïa, qui fait face, depuis quelques années, à une saturation avérée faute de disponibilité foncière dans ses limites géographiques. «C'est une nouvelle ville qui va accueillir pas moins de 80 000 habitants. Et c'est une belle zone (construite sur le haut des collines). Il faut la réussir», a souligné le ministre, tout en insistant sur la qualité à y observer dans la réalisation autant des logements que des équipements publics. Cette enveloppe, ou autorisation de

programme du département ministériel de l'Habitat, vient dans cet objectif, a assuré le ministre qui, détaillant l'éventail de ce financement, a fait cas notamment de la prise en charge de l'essentiel des coûts qui seront induits par la réalisation des aménagements, en l'occurrence l'eau, l'électricité, le gaz et la prise en charge de l'assainissement et des rejets. Le ministère de l'Habitat qui y joue un rôle pivot sur le site, n'est pas seul pour autant, a relevé M. Temmar. Il indiquera que les ministères de l'Hydraulique et de l'Énergie ont décidé d'apporter leur contribution matérielle et technique, chacun en ce qui le concerne, pour hâter l'achèvement du projet. «Désormais, il n'y a plus de contraintes majeures», a indiqué le ministre, exhortant les techniciens en place, à «faire vite et



bien» en se fixant comme objectif de livrer aux citoyens demandeurs les premiers logements viabilisés dès l'été prochain. En

fait l'achèvement de ce gigantesque projet, par delà son impact social et économique, est ardemment attendu pour libérer

les moyens qu'il mobilise et leur re-ventilation sur un autre site de même nature, celui de Sidi-Bouderham, à la périphérie ouest de Béjaïa, siège d'un chantier d'une consistance de 9 000 logements. Les retards enregistrés dans les travaux en raison, a-t-on relevé, d'un manque de moyens et d'entreprises de réalisation, tous focalisés sur Ighzer Azarif. Le ministre a tenu une réunion à huis clos avec ses cadres centraux et locaux afin de décider d'un planning et des opérations à engager en priorité sur l'un et l'autre des deux sites et du suivi à faire. Durant cette visite le ministre a fait le point également sur le logement rural et les besoins de la wilaya en la matière, la formule y connaissant un vif succès. M. Temmar a passé également en revue plusieurs structures dépendant de son département ministériel.

A. H. / APS

F. Y.

Alger

Réception fin 2019 de la ferme pédagogique de Sidi Moussa

La Directrice de l'action sociale à la wilaya d'Alger, Saliha Maiouche, a indiqué jeudi à Alger que les travaux de réalisation de la ferme pédagogique de Sidi Moussa (Alger), dédiée aux personnes aux besoins spécifiques âgées de plus de 18 ans étaient toujours en cours, ajoutant que cette structure serait réceptionnée vers la fin 2019. Prévus auparavant pour le début de la rentrée sociale 2018/2019, l'entrée en service de «la ferme pédagogique» se trouvant à la commune de Sidi Moussa pour l'accueil des jeunes handicapés âgés de plus de 18 ans, placés actuellement au niveau des différents centres médico-pédagogiques d'Alger, est prévue pour la fin 2019, a souligné la directrice de l'action sociale. Le retard accusé dans la réception de cette structure est dû au manque de ressources financières destinées à la finalisation de ce projet, a-t-elle dit, ajoutant

que l'octroi d'un montant de 50 millions de dinars du budget supplémentaire de la wilaya d'Alger pour l'exercice 2018 permettra de booster la cadence des travaux et d'accueillir, ainsi, la catégorie ciblée à la fin de l'année en cours. Installée depuis un mois et demi, l'entreprise chargée du suivi des travaux a entamé les travaux d'aménagement extérieur et comblé l'ensemble des lacunes ayant été à l'origine du retard accusé. Le déplacement de ces personnes des centres médicaux vers cette ferme, a-t-elle dit, permettra «la libération de places et de sièges destinés à la base aux enfants handicapés et par conséquent d'autres enfants handicapés figurant sur les listes d'attente pourront rejoindre ces centres». La Direction de l'action sociale avait présenté une fiche technique comprenant toutes les lacunes entravant la réception de cette structure. La

demande ayant été jugée recevable, une enveloppe financière a été dégagée à l'effet de pallier ces lacunes, sachant que le projet de ferme pédagogique de Sidi Moussa avait été élaboré par les services de la wilaya d'Alger dans le cadre du budget de 2016. Par ailleurs, M^{me} Maiouche a fait savoir que les activités de cette ferme seront «purement agricoles», ayant pour principal objectif le renforcement des compétences et des capacités, a-t-elle mis en avant, évoquant la possibilité de la transformer en une entreprise productive et de conclure des conventions avec les différents établissements publics de la wilaya en matière d'approvisionnement en produits agricoles, lesquels seront destinés aussi aux structures et centres sociaux relevant de la direction de l'action sociale.

Guelma

Lancement des travaux de réalisation de 151 stades de proximité et homologués

Les travaux de 151 stades en pelouse synthétique de proximité et homologués, inscrits dans le programme des services de la wilaya de Guelma ont été lancés à travers les 34 communes de cette wilaya. La majorité des chantiers de ces stades de proximité ont été lancés pour

un délai de réalisation de 45 jours, a précisé mercredi à l'APS, le chef de l'exécutif local, en marge du coup d'envoi des chantiers de 4 stades de proximité, détaillant que les derniers 27 projets du genre sont actuellement en «phase de lancement des appels d'offres». Kamel Abla,

a expliqué que la réalisation de ces nouvelles infrastructures permettra de renforcer les espaces destinés aux jeunes dans cette wilaya, rappelant que Guelma ne dispose que de six stades homologués pour accueillir les compétitions officielles, implantés dans les communes de Guelma,

Bouchegouf, Oued Zenati, Héliopolis. Il a détaillé que 17 stades de l'ensemble de 151 répartis sur les 10 daïras de Guelma peuvent accueillir des matchs officiels, ajoutant que le reste sont des stades de proximité de 45 mètres de longueur et de divers largeurs, avec une

moyenne de 2 à 12 stades par commune. La même source a ajouté que le financement de ces projets «importants» pour la jeunesse est assuré sur budget de la wilaya et du Fonds de garantie et de la solidarité des collectivités locales ainsi que dans le cadre des plans communaux du développement (PCD). Quant aux projets de réalisation des stades de proximité au chef-lieu de wilaya, M. Abla a relevé que ces projets seront concrétisés dans les quartiers Touahri Ahmed, Ben Souileh, 19-Juin ainsi que la cité des 1000 lots, soulignant que le coût de réalisation de chaque infrastructure est estimé entre 4 et 6 millions DA.

A. T. / agences

Mila

Vaccination de plus de 16 700 bêtes contre la peste des petits ruminants

Plus de 16 700 bêtes ont été vaccinées contre la peste des petites ruminants à travers la wilaya de Mila, apprend-on jeudi de l'inspecteur vétérinaire local Aboud Benm'hidi. L'opération de vaccination a débuté dès la réception le 3 février courant du premier lot de vaccin compre-

nant 50 000 doses, selon la même source qui a indiqué que 70 vétérinaires publics et privés ont été mobilisés pour la vaccination qui a commencé par les communes limitrophes de Batna, Sétif, Oum El Bouaghi et Constantine où la maladie était apparue afin de «constituer une

barrière sanitaire». La campagne a concerné à ce jour 15 900 ovins et 850 caprins sur un total de 330 000 bêtes ciblées de ces petits ruminants âgées de 4 mois et plus, a précisé l'inspecteur vétérinaire qui a ajouté que 250 éleveurs ont été à ce jour concernés à Ouled Khelouf, Mechira,

Teleghma et Ain Melouk. La direction des services agricoles et l'inspection vétérinaire de wilaya œuvre à terminer la campagne de vaccination dans trois mois à compter de février afin de contenir la maladie dans la wilaya qui 340 000 ovins, 34 000 caprins et 88 000 bovins. R. R.

Sahara occidental/ONU

Le Pakistanais Zia Ur Rehman, nommé nouveau commandant de la Minurso

■ Le nouveau commandant de la Minurso, 50 ans, succède au général de division chinois Xiaojun Wang, dont le mandat a pris fin le 17 février.

Par Mondji T.

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a annoncé dans un communiqué la nomination du général de division Zia Ur Rehman, du Pakistan comme nouveau commandant de la force de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso). Le nouveau commandant de la Minurso, 50 ans, succède au général de divi-

sion Xiaojun Wang, de la Chine, dont le mandat a pris fin le 17 février. Ancien observateur militaire au sein de la Mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo (Monuc), Zia Ur Rehman cumule également plusieurs années d'expérience de commandement militaire national et international et possède diverses expériences dans la gestion du personnel.

De 2015 à 2016, il a occupé le poste de représentant national



principal au siège du Commandement central des Etats-Unis (Centcom), en Floride. Plus récemment, il a été commandant d'une brigade d'infanterie de 2016 à 2017 et d'une

division d'infanterie à partir de 2017. Le général de division Ur Rehman est titulaire d'une licence en sciences de l'Académie militaire du Pakistan et d'une maîtrise en administration des

affaires de l'Institut d'études supérieures de la Canadian School of Management de Lahore ainsi qu'une licence en sciences de l'Université du Balochistan à Quetta. M. T./APS

Tunisie/Mouvement Tahya Tounes

Le Congrès constitutif électoral en avril prochain

Le Congrès constitutif électoral du Mouvement Tahya Tounes aura lieu les fins de la deuxième et de la troisième semaine du mois d'avril 2019, soit les 13 et 14 avril et les 20 et 21 avril 2019, a annoncé jeudi le Coordinateur général du mouvement Tahya Tounes, Salim Azzabi.

Le Congrès va commencer dans les régions et ses résultats définitifs seront annoncés le 28 avril 2019, selon le calendrier de ce congrès présenté lors d'une conférence de presse à Tunis.

Le décompte des votes se déroulera du 22 au 28 avril 2019, a-t-il expliqué, faisant remarquer que les cartes d'adhésion seront remises à partir du 2 mars 2019.

D'après Azzabi, le Mouvement Tahya Tounes aura 370 bureaux locaux composés chacun de 15 membres élus, et 33 bureaux régionaux, dont chacun comptera 13 membres, en plus d'un conseil national qui sera formé à partir des listes en charge de l'élaboration des motions politiques.

Chawki Gaddes, président de l'Instance nationale de protection des données personnelles, s'est vu confier la présidence de la commission préparatoire du congrès, alors que Najla Ibrahim, ancien membre de l'Instance supérieure indépendante pour les élections (SIE) a été désigné à la tête de la commission consultative des experts.

«J'espère que ces élections donneront lieu à un parti doté de structures et d'institutions fortes, un parti qui ne repose pas sur les leaderships. Je souhaite aussi que cette formation politique soit capable de relever les défis des prochaines échéances électorales et à la hauteur des attentes du peuple tunisien», a déclaré Azzabi.

Le Mouvement Tahya Tounes a déposé mercredi une demande d'obtention d'un visa légal d'exercice auprès de la présidence du gouvernement. Il a choisi

comme logotype le «V» de la victoire.

«Le Chef du gouvernement, Youssef Chahed, n'est pas présent dans la composition de la structure du parti et sa candidature à un poste partisan est une question qui n'est pas envisageable pour l'instant.

Il faut tout d'abord organiser le Congrès constitutif électoral du parti et jeter ses fondements avant d'en parler», a-t-il tenu à préciser.

«Youssef Chahed se penche actuellement sur ses responsabilités gouvernementales et le Mouvement Tahya Tounes le soutient en tant que Chef du gouvernement», a-t-il ajouté.

«Chahed a besoin d'un fort soutien politique pour qu'il puisse réaliser son programme de réformes», a-t-il poursuivi.

Dans ce même contexte, Slim Azzabi a démenti toute interférence entre le Mouvement Tahya Tounes et l'Etat, en faisant allusion aux accusations portées contre le parti au sujet de son exploitation des ressources de l'Etat pour mener une campagne électorale anticipée.

«Le Mouvement Tahya Tounes n'a été créé contre aucun parti. Nous avons compris le message du peuple tunisien lors des précédentes élections municipales et nous allons éviter les erreurs commises par les partis poli-

tiques, d'autant qu'elles ont été à l'origine de l'abstention électorale et de la crise de confiance entre l'électorat et les partis politiques».

Au sujet de la nature de la relation entre le Mouvement Tahya Tounes et le Mouvement Ennahdha, Azzabi a indiqué que deux points communs unissent les deux partis : l'attachement à la stabilité gouvernementale et le souci de mener à terme le processus d'installation des institutions constitutionnelles.

Toutefois, il a fait état des concertations engagées par le parti avec le mouvement Machrou Tounes, le parti Al-Moubedara et le parti Al-Badil

ainsi qu'avec des personnalités nationales de la famille destourienne afin de rejoindre le parti et d'unifier les forces démocratiques.

Dans le même contexte, Azzabi a démenti tout contact avec Radha Belhaj pour clore le mouvement Nidaa Tounes.

«L'alliance avec le Mouvement Ennahdha ou tout autre sensibilité politique est une question encore prématurée», a-t-il souligné, faisant remarquer que les alliances se formeront à l'issue des résultats des élections et du verdict des urnes.

Sabah T./DI

Libye

Un chef de sécurité local assassiné dans le sud-ouest

Un chef local de la sécurité a été assassiné dans une ville du sud-ouest de la Libye, a indiqué jeudi le ministère de l'Intérieur libyen.

«Le général Ibrahim Mohamad Kari, chef de la sécurité de la ville de Morzouk, a été assassiné mercredi par un "groupe armé hors-la-loi"», a indiqué dans un communiqué le ministère de l'Intérieur du gouvernement d'union nationale (GNA) basé à Tripoli. Dénonçant un «acte criminel lâche», le ministère a affirmé qu'il «poursuivra les auteurs (de l'assassinat) pour les présenter à la justice», ajoutant qu'il ne comptait pas «rester les bras croisés face à ces crimes qui menacent la sécurité et la stabilité du pays».

Selon des médias libyens, Ibrahim Mohamad Kari, de l'ethnie Toubou, a été assassiné chez lui mercredi soir.

La Banque mondiale annonce une nouvelle stratégie de soutien à l'économie libyenne

Le Groupe de la Banque mondiale a annoncé une nouvelle stratégie de soutien à la Libye axée sur la relance de l'économie en tant que «contribution vitale au processus de paix» dans ce pays en proie à la violence depuis 2011.

Elaborée à la demande du gouvernement libyen, «la nouvelle stratégie s'appuie sur l'expérience internationale de la BM dans la

coopération avec des pays faisant face à l'instabilité et vise à répondre aux priorités urgentes tout en jetant les bases du redressement et de la reconstruction futurs», précise l'institution de Bretton Woods dans un communiqué diffusé à Washington.

La stratégie a été présentée mardi dans le cadre de la note d'engagement de la BM en Libye pour les trois prochaines années, et dont les principaux objectifs portent sur l'amélioration concrète de la qualité de vie des Libyens et l'accélération de la reprise économique.

La BM évoque, entre autres objectifs, le rétablissement des services de base, le renforcement des capacités du gouvernement en matière de gestion de fonds publics et le développement des secteurs privé et financier.

«Tous les engagements au titre de cette note auront pour thème commun la promotion de la transparence, la responsabilité et l'inclusion dans toutes les décisions et prestations de service du gouvernement», souligne le communiqué.

«Cela contribuera à rétablir la confiance entre les citoyens et leur gouvernement, qui constitue un fondement essentiel de la stabilité», ajoute la même source. «La Libye a un potentiel immense, malgré les défis actuels», relève Marie-Françoise Marie-Nelly, directrice du département Maghreb et Malte à la Banque mondiale, citée dans le communi-

qué.

L'accent mis sur les services inclusifs aidera également la Libye à faire face à la crise migratoire, soutient de son côté Michael Schaeffer, représentant de la Banque mondiale en Libye, précisant que «la reprise économique conjuguée au rétablissement des services de base placera le gouvernement en meilleure position pour accueillir les migrants».

Le programme de soutien à l'économie libyenne prévu par cette note sera mis en œuvre avec l'assistance technique de la BM.

Eu égard à l'importance que revêt le secteur privé, la note a été élaborée en partenariat avec la Société financière internationale (SFI), la branche du Groupe de la Banque mondiale consacrée au secteur privé, et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), l'organe de la BM qui assure contre le risque politique.

La SFI fournira des services-conseil pour soutenir le développement de partenariats public-privé, et assurer des sources de financement pour les petites et moyennes entreprises. Mais «si les conditions s'améliorent (en Libye) et que des opportunités d'investissements privés apparaissent, la SFI sera prête à apporter son soutien à des investissements et la MIGA à garantir les risques», précise la BM.

Dila G.



Législatives en Israël

Les principaux rivaux de Netanyahu font alliance

■ Les deux principaux rivaux de Benjamin Netanyahu ont noué une alliance, à un mois et demi des législatives, qui doit leur permettre de menacer le long règne du Premier ministre, déjà confronté au risque d'inculpations pour corruption présumée.

Par Rima C.

Les sondages avaient jusqu'alors donné M. Netanyahu et le Likoud, son parti, vainqueurs des élections anticipées du 9 avril. Mais le pacte conclu par ses challengers centristes peut, au moins, secouer la campagne. Les chances de cette alliance seraient a priori renforcées si le procureur général annonçait avant le scrutin son intention d'inculper le Premier ministre dans les affaires de corruption présumée qui le visent. M. Netanyahu, en poste depuis une décennie, a mis le cap un peu plus à droite avant même l'annonce de l'accord passé entre Benny Gantz, ancien chef d'état-major à la tête du nouveau parti Résilience, et Yair Lapid, numéro un du parti centriste Yesh Atid (11 sièges sur 120 dans le

Parlement sortant). Mercredi, il a signé un accord poussant plusieurs formations tout à la droite du spectre politique à s'unir en vue des législatives, au risque d'être accusé d'avoir fait entrer une formation d'extrême droite « raciste » à la Knesset. L'objectif est de ne pas laisser des voix de droite s'éparpiller sur de petites listes qui, au bout du compte, ne recueilleraient pas assez de votes pour être représentées au Parlement. MM. Gantz et Lapid ont invoqué cette manoeuvre de M. Netanyahu ainsi que les enquêtes le visant pour justifier leur alliance, ainsi que « par leur sens profond des responsabilités nationales ». Lors d'un discours jeudi soir en compagnie de M. Lapid, M. Gantz a ainsi dénoncé le pouvoir de M. Netanyahu, l'accusant d'être responsable du « vent mauvais qui souffle dans nos rues ». « Au

lieu des provocations, nous proposons une réconciliation nationale », a-t-il lancé. M. Lapid s'en est pris pour sa part à l'alliance nouée entre le Likoud et des mouvements d'extrême droite, estimant que le Premier ministre souhaitait faire entrer au Parlement « le racisme et la violence ». Quelques minutes plus tard, M. Netanyahu a contre-attaqué lors d'une allocution télévisée. Il a accusé ses rivaux de vouloir constituer un bloc avec deux députés arabes qui « ne reconnaissent pas Israël, et qui, au contraire, veulent le détruire ». « Un gouvernement Lapid-Gantz va créer très vite avec eux (les députés arabes, ndr) un Etat palestinien qui s'étendra jusqu'à la banlieue de Tel-Aviv (...) Un Etat palestinien menacerait notre existence », a assuré le Premier ministre israélien. Le 14 juin 2009, M. Netanyahu avait pourtant endossé publiquement l'idée d'un Etat palestinien coexistant avec Israël. Intitulée « Bleu et blanc », comme les couleurs du drapeau d'Israël, l'alliance Lapid-Gantz réunit aussi deux autres anciens chefs d'état-major: Moshe Yaalon, ancien ministre de la Défense de M. Netanyahu, et Gaby Ashkenazy, nouveau venu en politique. Selon l'accord avec M. Lapid, en cas de victoire, M. Gantz sera Premier ministre pendant deux ans et demi. Yair Lapid, ancien journaliste de télévision ayant



PH. > D. R.

formé son parti en 2013, serait aux Affaires étrangères pendant ces années avant de prendre la succession de M. Gantz à la tête du gouvernement. Le Likoud a réagi en répétant l'argument martelé ces dernières semaines: M. Gantz est un « gauchiste » et un « faible ». Un sondage de la chaîne de télévision privée « 13 Bleu et blanc », a crédité jeudi soir l'alliance Gantz-Lapid de 36 sièges sur 120, et attribué au Likoud 26 députés, contre 30 dans le Parlement sortant. Le bloc de l'opposition de gauche, du centre avec les députés des formations arabes ferait jeu égal avec le Likoud et ses alliés d'extrême droite et ultra-orthodoxes, selon ce même sondage. Le point de gravité politique s'est fortement déplacé vers la droite

en Israël ces dernières années. Le coût de la vie et la sécurité sont annoncés comme les préoccupations primordiales des électeurs. Une grande partie de la population est lasse des appels à une solution dite à deux Etats vis-à-vis du conflit israélo-palestinien. Le gouvernement de M. Netanyahu est déjà considéré comme le plus à droite de l'histoire d'Israël. En cas de réélection, M. Netanyahu, qui avait occupé une première fois la fonction de 1996 à 1999, battrait le record de longévité du père fondateur de l'Etat d'Israël, David Ben Gourion, au pouvoir durant 13 ans. Il n'est pas légalement tenu de démissionner s'il est inculpé et tant qu'une éventuelle condamnation n'est pas définitive. R.C.



Points chauds

Convergence

Par Fouzia Mahmoudi

Marlène Schiappa, la secrétaire d'État à l'égalité entre les femmes et les hommes d'Emmanuel Macron est peut-être l'une des personnalités du gouvernement français qui fait le plus parler d'elle et qui a été au centre de plus de polémiques de ce mandat. Quel que soit le sujet, la secrétaire d'État semble en effet capable de dire exactement les mots qui susciteront le plus l'exaspération et la colère sur les réseaux sociaux ou dans les médias. D'ailleurs, depuis le début du mouvement des « gilets jaunes », le jeune membre du gouvernement a fait naître nombre de polémiques qui ont parfois sévèrement porté préjudice à l'image de sa fonction, bien que ses confrères Christophe Castaner et Benjamin Griveaux soient ceux qui ont le plus focalisé la colère des contestataires. Pourtant, malgré l'exaspération actuelle du gouvernement face aux « gilets jaunes » Schiappa dérape en évoquant les points communs supposés entre « la manif pour tous » et les terroristes islamistes. Dans un entretien à « Valeurs actuelles » paru cette semaine, Schiappa « souligne l'existence d'une convergence idéologique » entre « La Manif pour tous » et « les terroristes islamistes », sans toutefois les mettre « sur le même plan ». « Il y a une explosion des actes antisémites, mais aussi homophobes », constate la secrétaire d'Etat, pour qui « il y a une alliance entre les gens d'extrême droite et les islamistes qui s'unissent de fait dans ce combat ». Jeudi, Valérie Pécresse, chef de file du mouvement Libres ! au sein des Républicains, a dénoncé sur Twitter la « faute » Marlène Schiappa. « Critiquer les positions des sympathisants de la « Manif pour tous » est une chose. Les comparer aux terroristes islamistes qui ont frappé à mort notre pays et qui veulent détruire notre civilisation, c'est une faute ». De son côté, le président de Debout la France, Nicolas Dupont-Aignan, a lui aussi fustigé sur Twitter ce qu'il considère comme une « insulte ». Comment Marlène Schiappa peut-elle oser insulter des millions de Français qui défendent pacifiquement leurs convictions en les associant avec une idéologie barbare responsable de l'assassinat de plus de 250 personnes en France. Mercredi, « la Manif pour tous » avait été la première à réagir. Elle avait dénoncé un « scandaleux amalgame » et a réclamé « des excuses immédiates ». « Les caricatures et les violences verbales n'ont pas leur place dans le débat public. Trop, c'est trop », avait plaidé l'organisation dans un communiqué. Avec ces propos, Marlène Schiappa « insulte les millions de Français mobilisés depuis 2012 pour témoigner pacifiquement de leur attachement aux droits de l'enfant et à la famille » et « se livre à une provocation qui augure très mal du débat à venir sur les enjeux majeurs de la révision de la loi de bioéthique », avait-elle estimé. Et si l'on peut croire que ces propos sont le fruit d'un dérapage malencontreux, l'interview de la jeune ministre a pourtant été relue par l'Élysée qui aurait donc pu éviter cette énième polémique qui survient dans un climat sursaturé de la classe politique et de la société civile. Schiappa réveille ainsi encore un autre opposant d'un pouvoir usé qui semble passer son temps à se défendre et à se justifier plutôt qu'à gouverner. F. M.

Venezuela

Maduro ferme la frontière avec le Brésil, Guaido en route vers l'ouest

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a ordonné jeudi la fermeture de la frontière terrestre avec le Brésil et menacé de fermer celle avec la Colombie où se rend l'opposant Juan Guaido pour tenter de faire entrer l'aide humanitaire américaine. « J'ai décidé qu'à partir de 20h00 (00h00 GMT) ce jeudi la frontière terrestre avec le Brésil restera totalement fermée jusqu'à nouvel ordre », a déclaré le chef de l'Etat lors d'une réunion avec le haut-commandement militaire. Le dirigeant socialiste a également déclaré qu'il « évalue actuellement une fermeture totale de la frontière avec la Colombie » face à ce qu'il considère comme des « provocations » de la part du président colombien Ivan Duque, conjointement avec le président américain Donald Trump. « Je tiens M. Ivan Duque pour responsable de toute violence à la frontière », a ajouté M. Maduro, qui a également appelé l'armée colombienne à ne se prêter à aucune agression contre le Venezuela. Plus tôt, l'opposant Juan Guaido, reconnu président par intérim par une cinquantaine de pays, a quitté Caracas pour se rendre avec des partisans à 900 km de

là, dans l'Etat de Tachira (ouest), à la frontière avec la Colombie. « C'est confirmé, il est en route », a indiqué à l'AFP un collaborateur de l'opposant. Des journalistes de l'AFP ont constaté qu'une dizaine de véhicules avaient quitté en fin de matinée Caracas, mais sans pouvoir dire si M. Guaido se trouvait précisément dans ce convoi. Une autre caravane composée de plusieurs autocars a également quitté la capitale avec à son bord des députés d'opposition. Elle a subi des tirs de gaz lacrymogène de la part de militaires qui avait placé des obstacles pour empêcher sa progression sur une route de l'Etat de Carabobo (nord), mais sans incidents graves. Mercredi, Nicolas Maduro avait une nouvelle fois dénoncé un « show » politique et répété que Donald Trump projetait une intervention militaire pour le renverser. En riposte, le gouvernement, qui nie toute crise humanitaire dans le pays, a annoncé jeudi l'envoi d'environ 20 000 caisses de vivres à destination de la population de la ville colombienne de Cucuta, transportées par une dizaine de camions. C'est dans cette ville qu'est entreposé depuis le 7

février le gros de l'aide d'urgence envoyée par les Etats-Unis. Alors que des manifestations pro-Guaido et pro-Maduro sont également prévues samedi dans tout le pays, la journée s'annonce sous haute tension. Le chef de file de l'opposition, qui a choisi pour l'entrée de l'aide la date symbolique du 23 février, un mois tout juste après s'être proclamé président par intérim du pays, a affirmé que l'aide entraînerait « quoi qu'il arrive ». Sur l'île néerlandaise de Curaçao, un avion en provenance de Miami avec 50 tonnes de vivres et de médicaments est attendu à 15h30 locales (19h30 GMT), a assuré à l'AFP Carlos Faria, un partisan de M. Guaido. Il a indiqué que l'aide serait ensuite « chargée sur un bateau » à destination de l'Etat de Falcon (nord). Mais la façon dont Juan Guaido et ses partisans comptent concrètement rompre le blocus frontalier mis en place par le gouvernement reste la grande inconnue. Outre la fermeture de la frontière avec le Brésil, les vols et liaisons maritimes sont suspendus avec Curaçao et le pont de Tienditas, reliant Cucuta à Urena, dans l'Etat de Tachira, est toujours barré de conteneurs.



Colloque international Benhadouga

Appel à davantage d'ouverture sur le roman des jeunes auteurs

■ Les participants au 16^e Colloque international Abdelhamid Benhadouga sur «le roman et les types de culture», clôturé jeudi à Bordj Bou Arréridj, ont appelé à davantage d'ouverture sur le roman des jeunes auteurs.

Par Racim C.

Tenue trois jours durant à l'université Bachir El-Ibrahimi, la rencontre a préconisé de centrer les thèmes des prochaines éditions sur des sujets délimités en rapport avec l'évolution de la littérature universelle et les intérêts du roman algérien.

La commission scientifique de la rencontre a recommandé aussi d'honorer le romancier Azzedine Djelaloui pour les

œuvres font désormais l'objet d'études critiques dans les universités algériennes et arabes ainsi que l'instauration d'un prix spécial du colloque, la distinction à chaque édition d'un écrivain arabe et l'invitation régulière de dramaturges et cinéastes.

Cette édition du colloque Benhadouga a connu la participation d'écrivains, de critiques et de traducteurs nationaux ainsi que de Tunisie, du Maroc, du Liban, de l'Irak, du Sultanat d'Oman, d'Espagne et d'Italie.

Abdelhamid Benhadouga (1925/1996), l'un des plus célèbres auteurs algériens, est connu pour être le pionnier du roman algérien d'expression arabe. Ses plus célèbres romans sont notamment «*Rih El Djanoub*» (Vent du Sud), traduit dans 20 langues et «*El Djazia et les derviches*».

R. C./APS



Festival de Boumerdès

Le court métrage «Takatouât El Hayet» représentera la wilaya de Mila

Le court métrage «*Takatouât El Hayet*», produit par un groupe de jeunes de la commune de Ferdjhoua (à l'ouest de Mila), participera en mars prochain au Festival du court métrage de la wilaya de Boumerdès et aux Journées cinématographiques

de Ain Defla, a annoncé à l'APS son réalisateur, Amine Laâraaba. Il a fait savoir que cette œuvre, dont l'idée revient au jeune Djaber Massala, et qui a été produite par le studio «*Kotama photographie*», représentera la wilaya de Mila au Festival du

court métrage de la wilaya de Boumerdès, prévu du 3 au 7 mars, et aux Journées Ptolémée du cinéma de Ain Defla, du 9 au 11 du même mois, et ce, après que le film ait été sélectionné pour participer à ces manifestations au même titre que d'autres

œuvres similaires. Selon le réalisateur, ce court métrage «*muet*» a pour thème la pauvreté et la richesse, à travers deux personnages, Athmane Kheireddine, qui interprète le rôle du pauvre et Amine Khalili celui du riche. Alors que chacun d'eux mène sa

propre vie, le destin fera en sorte que leurs routes finissent par se croiser de manière à ce que la vie du riche et celle du pauvre s'entrelacent un jour, moment à partir duquel le premier découvre une grande générosité chez le second en dépit de sa pauvreté. Dans ce film de 6 minutes, le riche s'étonne et s'émerveille à la fois à mesure qu'il apprend à connaître l'autre personnage, lui qui pensait que celui qui ne met pas l'argent au-dessus de tout n'avait rien à offrir aux autres.

A cet effet, Amine Laâraaba a indiqué que le message transmis par ce court métrage est que la richesse c'est notamment «*les bons comportements que nous adoptons*», comme la générosité dont a fait preuve le pauvre envers le riche. A noter que ce réalisateur a à son actif plusieurs autres œuvres, notamment «*Ibtla*», «*Assra El Qadar*» et «*Oumi*», ainsi que des documentaires tels que «*Cheikh Mebarek El Mili*» et «*Patrimoine et civilisation*». Il travaille actuellement à la préparation de nouvelles œuvres dans un proche avenir et qui seront empreintes, dit-il, de «*plus de professionnalisme*». APS

Langue

L'Académie française se résout à la féminisation

Les immortels ont fini par l'admettre : une ambassadrice n'est plus la femme de l'ambassadeur, mais une femme chargée d'une ambassade. C'est une petite révolution qui s'annonce sous la coupole de l'Académie française. Dans les tout prochains jours, la vénérable institution va reconnaître officiellement une défaite comme elle en a peu enregistré dans son histoire. Et ce dans un domaine très symbolique : la féminisation des noms de métiers. Préfète, informaticienne, députée, procureure... Si ces termes ont fini par s'imposer et entrer dans le langage courant, c'est qu'ils ont pour eux plusieurs atouts. D'abord, ils se construisent pour la plupart de manière naturelle : ajout d'un e (avocate), éventuellement d'un accent grave (infirmière), consonne doublée (chirurgienne), recours au suffixe «*trice*» (acupuncture) : du classique. Ensuite – on le sait peu –, cette féminisation est conforme à l'histoire de la langue française. «*Autrice n'est pas un néologisme : le vocable est attesté jusqu'au XVI^e siècle et se construit comme autrice. Ce n'est qu'à partir du XVII^e que les femmes ont été exclues d'un certain nombre de professions et reléguées à la cuisine*», explique le linguiste Bernard Cerquiglini, auteur d'un livre drôle et brillant sur le sujet, qu'il a récemment présenté devant l'Association des sciences du langage. Résultat : une ambassadrice, dont le dictionnaire de l'Académie française de 1694 précisait bien qu'il s'agissait d'une «*femme chargée d'une ambassade*», sera peu à peu reléguée au seul statut d'«*épouse de l'ambassadeur*». Tandis qu'auteur sera réservé aux hommes, une femme ayant la prétention d'écrire n'étant qu'une «*précieuse ridicule*». Ce qui nous amène au troisième argument en faveur de ce changement : il est conforme à l'évolution des mœurs et traduit à sa façon les conquêtes récentes du sexe dit faible. Car, au fond, la langue française ne

manquait de rien pour créer des noms de métiers féminins. Les blocages relevaient surtout de la sociologie.

De manière significative, c'est par la francophonie que la féminisation des noms de métier a progressé. Le Québec, dès la fin des années 1970, a joué un rôle pionnier, rejoint très vite par la Belgique, la Suisse et le Luxembourg. Pourquoi, chez nous, aura-t-il fallu attendre plus de quarante ans pour voir l'Académie française rendre les armes ? Cela mérite quelques explications.

D'abord, si les immortels sont de grands esprits, la plupart d'entre eux ne connaissent pas grand-chose à l'histoire de la langue et à la linguistique en général : cela n'aide pas. «*Par exemple, certains académiciens ont expliqué qu'ils n'aimaient pas doctoresse parce que cela rime avec fesse, sans s'apercevoir que le terme rime aussi avec princesse ou enchanteresse !*», pointe la linguiste Maria Candea, corédactrice de l'ouvrage collectif «*L'Académie contre la langue française, le dossier "féminisation"*». Tel autre s'est opposé à rectrice, qui lui faisait penser à rectal, alors que tout le monde dit directrice. Un troisième a déclaré qu'écrivaine était à proscrire car on entend vaine, sans se rendre compte que dans écrivain, on entend aussi vain. Il n'y avait tout simplement pas pensé !

Ensuite, l'institution est devenue au fil des siècles fondamentalement conservatrice. En règle générale, elle voit d'un mauvais œil les innovations linguistiques, comme nous-mêmes, d'ailleurs. Il y a à cela une raison simple : ce qui est nouveau commence par surprendre, voire par choquer, avant qu'on ne finisse par s'y habituer. Ce n'est évidemment pas une raison suffisante pour s'y opposer – sinon, vous et moi parlerions encore latin – mais cela joue.

Il y a plus grave encore. Le combat mené par les immortels s'explique aussi par leur

profonde misogynie. L'historien Pierre Gaxotte a affirmé en 1980 : «*Si on éliminait une femme, on finirait par élire un nègre...*», rappelle Maria Candea. Il fut le seul à s'exprimer aussi crûment, mais la plupart de ses collègues, y compris des intellectuels réputés comme Claude Lévi-Strauss ou Georges Dumézil, étaient également hostiles à l'entrée des femmes à l'Académie. Aussi, en 1984, ces beaux esprits s'emploieront-ils à retarder la féminisation des noms de métier par tous les moyens, y compris les plus hypocrites. Considérant le genre féminin comme «*discriminatoire*», ils soutiendront que le meilleur moyen pour promouvoir l'égalité des sexes consiste à... systématiser le masculin. Il fallait oser ! La réaction des Immortels s'explique enfin par le réflexe traditionnel de toute institution : la volonté de conserver le pouvoir. «*Rendez-vous compte : dans cette affaire, l'Académie a été bousculée tout à la fois par les linguistes, les francophones vivant hors de France et même, comble de l'abomination, par l'Etat !*», rappelle Bernard Cerquiglini. A partir de 1997, en effet, le gouvernement Jospin a commencé à nommer des «*directrices d'administrations centrales*» et promu au gouvernement des femmes ayant l'outrecuidance de vouloir se faire appeler «*Madame la ministre*». Plaçant ainsi l'institution créée par Richelieu en porte-à-faux vis-à-vis de son protecteur traditionnel.

A son grand dam, pourrait-on dire, l'Académie française rend donc aujourd'hui les armes, après des décennies de résistance. La bataille aura néanmoins eu le mérite de rappeler à tous une triste vérité : ce que nous considérons parfois comme des règles intangibles de la langue française ne sont souvent que le fruit de rapports de force et de conventions sociales.

Michel Feltin-Palas

AGEND'ART

Galerie d'art Asselah Hocine

Jusqu'au 10 mars :

Exposition de l'artiste peintre Abdennour Zerfaoui.

Galerie Seen Art (Dely Ibrahim, Alger)

Jusqu'au 9 mars :

Exposition de l'artiste plasticien et calligraphe Yazid Kheloufi, intitulée «*Les encres de l'âme*».

Opéra d'Alger Boualem-Bessaih (Ouled Fayet, Alger)

Vendredi 22 février

à 20h30 :

Keral Productions présente un spectacle de Haroun, la révélation du stand-up français.



Vo Vietnam Un expert de la Fédération internationale à Alger

DES RESPONSABLES de la Fédération algérienne de Vo Vietnam a tenu hier à Alger une réunion technique avec le vice-président de la Fédération internationale de la discipline Nguyen Cong Tot, pour évoquer diverses questions liées à cet martial, notamment «l'équivalence pour les grades» obtenus en Algérie et l'élevation du niveau des arbitres suivant les normes internationales.

Selon le président de l'instance algérienne, Rabie Ait Medjber, «la Fédération internationale a répondu positivement à notre demande et nous a dépêché un de ses experts pour encadrer nos arbitres nationaux et élever leurs compétences au niveau international».

«La réunion d'hier devait nous permettre d'évoquer surtout la question de l'équivalence pour les grades obtenus par les athlètes algériens, laquelle doit se faire dans l'esprit de la culture vietnamienne, mondialement

reconnue. Nous aborderons également l'état des lieux de cette discipline tant au niveau national qu'à l'échelle internationale, ainsi que la situation des arts martiaux d'une manière globale», a précisé Ait Medjber.

Le Vo Vietnam en Algérie, selon Ait Medjber, n'est «pas structuré sur le plan administratif», en comparaison avec d'autres pays africains, d'où la «nécessité pour nous d'œuvrer à développer ce sport à divers niveaux : entraînements, arbitrage, encadrement des jeunes talents, afin d'être au diapason de ce qui se fait mondialement».

L'expert international Nguyen Cong Tot devait diriger, un stage de formation d'arbitres au centre de Tixeraine (Alger), sachant que l'Algérie «manque d'arbitres internationaux», a expliqué le président de la Fédération algérienne qui assume cette responsabilité depuis son élection en février 2017.

Judo Hattab lance la pratique de la discipline dans une école d'El-Harrach

LE MINISTRE de la Jeunesse et des Sports (MJS), Mohamed Hattab, a procédé, jeudi à Alger, au lancement de la pratique du judo à l'école primaire Abderrahmane-Tata, dans la commune d'El-Harrach, en présence de Mustapha Berraf, président du Comité olympique et sportif algérien (COA).

Ce projet, fruit d'un accord entre le COA, la Fédération algérienne de judo (FAJ) et la Fédération internationale de judo (FIJ) et qui a reçu l'aval des ministères de la Jeunesse et des Sports et celui de l'Education nationale, sera implanté, dans un premier temps, à travers 5 wilayas pilotes : Alger, Tizi-Ouzou, Béjaïa, Constantine et Oran, avec, dans chacune d'entre elles, 4 écoles primaires auxquelles s'ajoutent 3 écoles dans le Sud du pays, dont le lieu reste à déterminer. «Je suis très heureux du lancement de ce projet ci-important pour cette discipline. Nous sommes confiants qu'un effet positif sera apporté au judo qui, je l'espère, va atteindre d'autres standards et d'autres niveaux. La réussite des disciplines passe aussi par l'accompagnement de l'éducation. Personnellement, j'estime que beaucoup parmi ces jeunes écoliers seront des jeunes talents dans le futur et constitueront un réservoir important pour cette discipline», a déclaré le MJS à la presse à cette occasion. Il s'agit de la 4^e école qui accueillera la pratique du judo sur le territoire national, après les trois premières lancées à Tizi-Ouzou, le 14 janvier dernier. «Dans un premier temps, l'objectif principal est d'essayer de toucher quelque 2 500 écoliers à travers cette initiative pour l'année courante. Ces écoliers seront encadrés par des entraîneurs très qualifiés dont la majorité sont d'anciens athlètes

des équipes nationales et d'anciens champions d'Afrique qui ont fait leurs preuves. Je pense que ces enfants ont de la chance d'être encadrés par des gens qui ont de l'expérience dans le domaine. Nous sommes très heureux pour la réussite du lancement de ce projet», s'est félicité Mohamed Hattab. Ce projet est soutenu par la Fédération internationale qui prend aussi en charge les salaires des entraîneurs et les kimonos des jeunes écoliers. Présent sur les lieux, Mustapha Berraf s'est dit «très heureux» pour le lancement de ce projet, estimant au passage que le sport scolaire «devrait revenir sur le terrain». «L'Algérie est le premier et l'unique pays africain à avoir lancé ce programme de la Fédération internationale, c'est un honneur pour nous. Pour l'année 2019, nous envisageons de toucher la barre des 2 500 écoliers pratiquants et atteindre les 5 000 l'an prochain. Il est nécessaire que le sport scolaire fasse son retour sur le terrain, c'est primordial pour le sport national. Notre premier objectif est d'abord de bien éduquer nos enfants et leur apprendre de se défendre en leur expliquant l'importance du fair-play», a précisé le patron du COA, également président de l'Association des comités nationaux olympiques africains (ACNOA).

Mise à jour de la Ligue I Mobilis Le CABBA et le MCA dos au mur

■ Le CA Bordj Bou Arréridj et le MC Alger seront en appel aujourd'hui lors des deux matchs en retard qui les opposeront respectivement à la JS Saoura et le MC Oran.



Par Mahfoud M.

Ainsi, les Criquets Jaunes qui sont dans une situation difficile feront tout leur possible pour prendre les trois points du succès face aux Sudistes pour envisager de sortir de la zone rouge. Les poulains de Dziri n'auront d'autre choix que de remporter les trois points du succès pour garder espoir du maintien en Ligue I. Les Bordjiens devront quand même faire très attention lors de ce match, car ils joueront une formation redoutable qui est revenue en force ces derniers temps, que ce soit en championnat ou

en compétition africaine. Les gars de la Saoura, qui restent sur une victoire face au Vita Club en Ligue des champions d'Afrique, se donneront à fond pour revenir avec un résultat probant. Les protégés de Zaoui savent qu'ils peuvent revenir avec un bon résultat surtout que l'équipe locale a du mal à s'imposer même à domicile. De son côté, le Mouloudia d'Alger n'a plus droit à l'erreur et se doit de l'emporter pour au moins sauver sa saison avec une place sur le podium. Les Vert et Rouge qui sont sur une élimination en Coupe arabe sont conscients de ce qui les attend et savent qu'une autre défaite compliquerait davantage

leur situation. Les gars de Bab El Oued se doivent d'entrer dans ce match avec une seule idée en tête, rechercher les trois points du succès. Toutefois, ce ne sera pas évident face à une équipe du MCO qui visera un résultat satisfaisant. Les Hamraoua chercheront au moins le point du nul, ce qui devrait être dans leurs cordes à condition de bien négocier cette partie. Le match, deuxième du coach français Cavali après la défaite face au PAC, souhaite vraiment revenir en force lors de ces dernières journées du championnat pour éviter encore une fois une saison à blanc.

M. M.

CAN 2018 Dames Le recours de la FAF pour Bahloul et Fertoul rejeté

La commission d'appel de la Confédération africaine de football (CAF) a rejeté le recours de la Fédération algérienne de football contre les sanctions infligées au membre du bureau fédéral de la FAF, Ammar Bahloul, et à l'ex-sélectionneuse de l'équipe nationale dames, lors de la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations CAN 2018 disputée au Ghana en novembre dernier, a indiqué mercredi l'instance africaine de football sur son compte twitter.

La commission de discipline de la Confédération africaine de

football avait infligé quatre matchs de suspension pour «mauvaise conduite» au chef de la délégation algérienne Ammar Bahloul et à l'ex-entraîneur en chef Radia Fertoul, lors du match perdu face au Mali (2-3) pour le compte de la 3^e journée de la CAN2018.

L'instance africaine avait également infligé une amende de 10 000 dollars pour «mauvaise conduite» des officiels et joueurs algériens lors de la même rencontre.

De son côté, la joueuse Myriam Yasmine Benlazar a

écopé de deux matchs de suspension.

La sélection algérienne dames avait été éliminée dès le premier tour de la CAN 2018, après avoir essuyé trois défaites en autant de rencontres face respectivement au Ghana (2-0), au Cameroun (3-0) et au Mali (3-2). A l'issue de ce tournoi, la Fédération algérienne de football avait décidé de limoger l'entraîneur en chef Radia Fertoul qui avait succédé à Azzedine Chih, lequel avait démissionné quelques mois avant le début de la CAN2018.

LFP

Naili tombe dans le piège du dopage

Le joueur de l'USM El Harrach (Ligue 2), Bilel Naili, a été suspendu pour dopage et sera auditionné lundi prochain, a indiqué la Ligue de football professionnel (LFP) mercredi. «Naili a été contrôlé positif après le prélèvement de ses urines effectué le 26 janvier dernier au stade 1^{er} - Novembre El Harrach lors de la rencontre USM El Harrach - RC Relizane comptant

pour la 19^e journée du Championnat de Ligue 2», précise la LFP sur son site officiel. «Le laboratoire antidopage de Lausanne suisse accrédité par l'agence mondiale antidopage AMA a confirmé la présence de produits interdits dans ses urines», ajoute la source. C'est le troisième joueur professionnel épinglé cette saison pour dopage, après le gardien de but de l'US Biskra

(Ligue 2) Walid Gaha, contrôlé positif en décembre 2018 et suspendu pour six mois dont trois mois avec sursis, et le milieu de terrain du MC Alger (Ligue 1), Hichem Cherif El Ouzani, contrôlé positif et suspendu quatre ans ferme de toutes compétitions ou activités sportives à compter du 30 janvier 2019 plus une amende de 200 000 dinars.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Air Algérie

55% de réduction sur tous les vols vers l'étranger

LA COMPAGNIE aérienne «Air Algérie» vient de lancer une promotion spéciale portant sur des réductions de 55% sur tous ses vols vers l'étranger à partir de l'Algérie, a-t-on appris jeudi auprès de cette entreprise.

Des réductions de 55% sont appliquées depuis hier jusqu'au 26 octobre prochain sur les prix de tous les vols d'Air Algérie en partance des aéroports du pays vers l'international, a indiqué Amine Andaloussi, porte-parole et responsable de la communication de la Compagnie, en marge de l'ouverture, de la 10ème édition du Salon «SIAHA 2019».

«C'est un tarif promotionnel que nous offrons à nos clients sur une période assez longue au niveau de toutes nos agences sur le territoire national et ce, dans un souci de se rapprocher davantage de ces derniers et leur garantir les meilleurs services», a-t-il souligné.

Notons que, la Compagnie Air Algérie a réalisé un chiffre record de 6,5 millions de voyageurs transportés en 2018. Pour la compagnie nationale ce nombre record de clients constitue «un argument de plus pour l'image d'Air Algérie qui ne cesse d'avancer dans le bon sens». Ce que confirme effectivement Amine Andaloussi qui déclare que «nous venons de gagner plus de parts du marché», tout en relevant que des études sont en phase de finalisation pour créer de nou-

velles destinations, en l'occurrence Libreville (Gabon) et Douala (Cameroun), alors que la ligne Alger-Charleroi (Bruxelles) a été ouverte en décembre dernier.

En effet, l'année 2018 aura été pour Air Algérie, celle d'une succession de d'acquis notamment au plan de sa gestion. Ainsi, outre l'extension de son réseau avec l'ouverture de quatre nouvelles lignes depuis sa base à l'aéroport d'Alger-Houari Boumediene, vers Charleroi en Belgique, Valence en Espagne, en plus celle prochainement de Douala au Cameroun et Libreville au Gabon, la pavillon national a procédé au renouvellement de son label international de sécurité «IOSA» délivré par l'Association internationale du transport aérien, finalisé son processus de certification ISO 22000-2005 pour l'activité Catering, implémenté un nouveau système intégré de gestion des passagers et de fidélisation de la clientèle, mis en service le 1^{er} avion passagers converti en cargo (P2F) ainsi que celle de nombreux équipements de maintenance et d'essais destinés à atteindre une plus grande intégration. Ce à quoi s'ajoutent le non recours à l'affrètement et une saison estivale réussie sans oublier le développement du Call-Center (capacités, paiement à distance...).

L. Naili

30^e anniversaire de la disparition de Mouloud Mammeri

L'APC d'Ath Yenni trace un programme riche du 26 au 28 février

L'ASSEMBLÉE populaire communale d'Ath Yenni (40 km au Sud-Est de Tizi Ouzou) s'apprête à commémorer le 30^e anniversaire de la disparition de l'écrivain Mouloud Mammeri. Un programme d'activités culturelles a été tracé, à l'occasion, pour la période du 26 au 28 février courant. L'espace «Mouloud Mammeri» d'Ath Yenni va ainsi abriter une exposition permanente sur la vie et les œuvres de l'Amusnaw alors qu'un concours inter écoles des villages Ath Lahcène et Taourirt Mimoune sera lancé. Au second jour de la commémoration, les organisateurs ont prévu du théâtre à la maison des jeunes et une exposition et vente de livres à l'espace Mouloud Mammeri. Pour le troisième jour, l'APC d'Ath Yenni va récompenser le meilleur bijou 2018 co-organisé avec l'associa-

tion des bijoutiers et organiser un recueillement sur la tombe de Mouloud Mammeri.

Hamid Messir

Visite du ministre de l'Habitat Temmar à Béjaïa

«Nous allons rattraper le retard en ce qui concerne les VRD»

LE MINISTRE de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville Abdelwahid Temmar a affiché lors de la visite d'inspection qu'il effectuait jeudi dernier au pôle urbaine (nouvelle-ville) d'Ighzer Ouffis et Sidi-Boudreham sa volonté de rattraper le retard accusé dans la réalisation des VRD des nombreux programmes de logements lancés au niveau national. Il a, à cet effet, indiqué que plus de 200 opérations attendent la réalisation des travaux de voirie et réseaux divers

(VRD). Il dira : «je voulais voir, par ma présence ici à Béjaïa ce qui manque et constater de visu les contraintes qui bloquent les programmes en cours et lancer les opérations dont celles liées aux programmes sociaux et ADDL». Et pour en finir avec ces retards, le ministre préconise d'inscrire à l'avenir les VRD en même temps que l'inscription des programmes à lancer. «A l'avenir, nous allons inscrire en même temps que les programmes de logements, les VRD

et les équipements». Et d'ajouter : «notre vision est de créer des cités avec toutes les commodités donc tous les édifices publics (santé, sécurité, écoles). Selon le ministre «4 524 unités sont achevées dont 2 396 LPL et 1 900 de type AADL et 720 autres sont en cours de construction». Lequel a, ensuite, souligné que «des entreprises seront réquisitionnées pour aller vite pour la livraison». «Des dérogations sont déjà prêtes», rassure-t-il.

Hocine Cherfa

M. B.

le prix du baril toujours en baisse



Djalou@hotmail.com

La grève des 26 et 27 maintenue

Echec des négociations entre les syndicats de l'Education et la tutelle

■ Les rencontres de concertation ayant regroupé les responsables du ministère de l'Education nationale et les représentants de différents syndicats n'ont donné aucun résultat positif. Les syndicalistes assurent que les réunions tenues jusque-là avec la tutelle n'ont débouché sur aucune décision concrète quant au règlement des questions en suspens.

Par Meriem Benchaouia

Le coordinateur du SNA-PEST, Meziane Meriane a affirmé, jeudi à Alger, que la rencontre entre les cadres de l'Education nationale et les représentants du syndicat avait été «empreinte du dialogue habituel», mais n'a pas «abouti à des résultats probants». M. Meriane a précisé que les responsables du ministère «ont écouté les revendications du syndicat, en lui avançant les mêmes promesses données lors de la réunion précédant la grève du 21 janvier dernier», indiquant que le syndicat «s'est contenté seulement de corriger le procès verbal, en réitérant les revendications socioprofessionnelles soulevées auparavant». Les responsables du ministère ont affirmé que «certaines des revendications soulevées relèvent des prérogatives du gouvernement,

notamment les dossiers relatifs au pouvoir d'achat, à la retraite, à la prime de zone des personnels du Sud et à la classification actuelle du personnel de l'Education», a-t-il soutenu. De son côté, le président de l'Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation (UNPEF), Sadek Dziri, a affirmé que la rencontre ayant regroupé mercredi les responsables du ministère de l'Education nationale et les représentants de cette organisation syndicale «n'était pas à la hauteur des aspirations des personnels du secteur», ajoutant que les deux parties «n'ont parvenu à aucun résultat positif pour la résolution des questions soulevées». «La rencontre entre les syndicats et les responsables du ministère qui s'est déroulée dans la transparence totale n'était pas à la hauteur des attentes des travailleurs relevant du secteur», a déclaré

M. Dziri. Il a fait savoir, en outre, que les responsables du ministère avaient réaffirmé que «les revendications soulevées par les syndicats relèvent des prérogatives du Gouvernement», notamment en ce qui concerne le pouvoir d'achat, la retraite, la prime du sud et les classifications actuelles des travailleurs du secteur. Qualifiant l'amendement des Statuts du personnel de l'éducation de «nécessité impérieuse» pour le reclassement, M. Dziri a souligné l'impératif d'appliquer le décret 14/266 fixant les modalités de promotion. Par ailleurs, le président de l'UNPEF a réitéré l'attachement de son syndicat à la grève prévue les 26 et 27 février courant. Les revendications des syndicats portent essentiellement sur des aspects socio-professionnels et pédagogiques concernant le reclassement du personnel de certains services (économique, de l'orientation scolaire et professionnelle, des laborantins et des superviseurs...), le maintien de la retraite proportionnelle sans condition d'âge et la mise en place de mécanismes rétablissant l'équilibre du pouvoir d'achat. Parmi les revendications, l'actualisation de la prime de zone sur la base du nouveau salaire de base au lieu de celui de 1989, et l'accès des professeurs formés après le 03 juin 2012 à une promotion au grade de professeur formateur, en valorisant leur expérience professionnelle, le respect du repos hebdomadaire et la valorisation du droit à un congé de maladie.